

Solidaires

LE MAGAZINE DU RÉSEAU ET MOUVEMENT PEP

NUMÉRO SPÉCIAL

Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République

LES RENCONTRES PEP

**AGISSONS POUR
UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE
ET INCLUSIVE
EN FRANCE ET EN EUROPE**





SOMMAIRE

- Alexandre Jollien p.03
Philosophe, écrivain

- Le baromètre PEP p.04
de la société inclusive
Édition 2017

- Réalités de p.07
la société inclusive
à l'international

- PEP en mouvement p.12

- La société inclusive : p.15
« regards croisés »

- S'engager : vision p.18
des partenaires

- Innovations p.25
Sociales

- Partenariats p.26
au service d'une
société inclusive

Le magazine de la Fédération Générale des PEP • 5-7, rue Georges-Enesco • 94026 Créteil Cedex • Tél. : 01 41 78 92 60 • Email : accueil@lespep.org • **Directeur de la publication** : Jean-Pierre Villain • **Responsable de la rédaction** : Agnès Bathiany • **Rédaction** : Association R.E.V.E • **Coordination** : Malika Haddag
Conception-réalisation : Obea Communication • **Photos** : DR - Istock Images® • **Routage** : Lamifilm (35) • **ISSN** : 1625-4549 • **Commission paritaire** : en cours.

ÉDITO



LA 4^{ème} ÉDITION DES RENCONTRES PEP 2017, S'EST DÉROULÉE À LA CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE, LES 14 ET 15 DÉCEMBRE.

Cette manifestation vit le jour, il y a maintenant six ans. Biennale, leur première édition eut lieu en 2011, et la dernière édition, en 2015, fut l'occasion, pour nous, de commémorer le centenaire de notre Fédération. C'est dire que nos Rencontres PEP sont devenues un temps fort et une échéance importante de notre réflexion et de nos engagements partagés.

Emmanuel Macron, le Président de la République, nous a adressé un signe fort, en nous accordant son haut patronage. Nous nous sommes réjoui de la participation de Sophie Cluzel, secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées, directement rattachée au premier Ministre, Edouard Philippe, marquant ainsi le choix politique de cesser de traiter des questions afférentes aux personnes en situation de handicap, selon des modalités qui, paradoxalement, les maintenaient à l'écart des problématiques générales de tous les citoyens.

Une société n'est inclusive que si elle sait s'employer à combattre toutes les discriminations, toutes les inégalités, toutes les injustices, qui peuvent apparaître dans l'ensemble des domaines qui concernent l'existence de tous et de chacun. C'est pourquoi une société inclusive ne saurait être administrée de façon cloisonnée. Elle doit l'être au contraire de façon ouverte, pour être authentiquement au service d'une approche globale de la personne, constamment attentive à intégrer dans chaque secteur de l'activité sociale, qu'il s'agisse de l'éducation, de l'emploi, du logement, des loisirs, du sport, de la culture, de la communication, du numérique, bref de tous les secteurs de la vie sociale, la préoccupation permanente de l'égalité.

Dans ce grand combat, nous ne pouvons plus agir seulement de façon franco-française, sans prendre en compte, et même sans travailler en étroite coopération avec nos amis et nos partenaires européens, et même mondiaux. C'est pourquoi tout à la fois, les Rencontres PEP 2017 ont résolument inscrit les dynamiques européennes et internationales au sein de leurs préoccupations. L'intervention de Isabelle Jegouzo, cheffe de la représentation en France de la commission européenne a été pour nous plus qu'un symbole, un encouragement et un cap.

Deux mots encore :

- Parler de société inclusive, ne saurait avoir de sens si en utilisant ces mots, nous nous désintéressions de la façon dont nos concitoyens, eux, les comprennent, et les vivent au quotidien. Inclure, c'est d'abord écouter. Comment, en d'autres termes, nos concitoyens perçoivent-ils ou non les progrès de notre société vers plus d'inclusion, vers plus d'égalité, vers plus de solidarité. nous avons mis en place depuis 4 ans, en

collaboration avec l'institut de sondages Kantar Public, un Baromètre de la société inclusive, dont l'objectif est précisément de mesurer, année après année, mais aussi région par région, les évolutions de la perception des Français en matière d'inclusion dans notre société.

Et puis,

- Comme lors des éditions précédentes, nous avons tout fait pour être fidèles à la notion même de Rencontres qui dénomme cette manifestation. Rencontrer, ce n'est pas seulement croiser l'autre, ce n'est pas seulement passer à côté de lui. C'est s'arrêter à lui, pour faire en bout de course mieux société avec lui et grâce à lui. C'est dans cet esprit que le programme présenté pour ces Rencontres 2017 a été construit avec une grande variété des partenaires et intervenants, qui nous font l'honneur de leur présence et de leurs contributions. Ils n'ont pas été moins de 84, venant de tout notre réseau bien sûr, mais aussi d'horizons et de pays très divers, et je voudrais leur adresser à tous mes plus chaleureux remerciements.

Grâce à chacun de ces partenaires, ces Rencontres ont été pensées et voulues comme un authentique forum social destiné à donner la parole en premier lieu aux personnes elles-mêmes; elles ont également cherché à croiser au service du développement d'une société inclusive les approches et les expertises des acteurs concernés, et les politiques de l'inclusion; toutes ces approches s'avèrent indispensables puisque, une fois encore, l'inclusion ne saurait être l'apanage d'une seule expertise, mais au contraire la synergie de toutes les expertises.

J'espère que la lecture de ce numéro spécial Rencontres PEP 2017 « Agir pour une société Solidaire et Inclusive en France et en Europe » de notre revue nationale Solidaires, au travers d'interviews de nombreux intervenants donnera au lecteur un aperçu de la richesse et du plaisir que nous avons partagé avec plus de 1750 participants. Les Rencontres PEP 2017 lancent avec force notre 5^{ème} Projet fédéral 2018-2022.

Jean-Pierre VILLAIN
Président de la Fédération Générale des PEP

« NOUS SOMMES TOUS DES PERSONNES SINGULIÈRES »



Alexandre Jollien
Philosophe, écrivain

Philosophe suisse atteint d'une infirmité motrice cérébrale depuis sa naissance, Alexandre ne demande pas qu'on fasse abstraction du handicap (c'est impossible) mais qu'on ne le réduise pas à ça. Si ce philosophe a, par le passé, traversé des phases d'incertitudes, il puise aujourd'hui les sources de sa pensée dans la tradition philosophique, la pratique du zen et l'étude des grands mystiques. Il a ouvert les journées PEP à la Cité des Sciences de La Villette par une conférence magistrale à tous points de vue.

Solidaires : Une société inclusive, c'est quoi pour vous ?

A.J. : La société d'aujourd'hui n'est pas inclusive, une société inclusive, c'est une société dans laquelle l'être handicapé n'est pas associé à son corps qui est malade. Il faut dissocier les deux. C'est une société dans laquelle, la personne handicapée peut vivre normalement, peut avoir accès à une vie dite normale. Actuellement, même si chez moi, je me sens ordinaire et même si mes enfants ne voient pas mon handicap, à la minute où je sors, j'ai un rappel à l'ordre qui émane de la société et qui me dit que je suis différent et handicapé. Et le problème c'est que malgré tout, peut importe ce que j'ai ou pourrais faire, il y aura toujours ce regard sur moi qui me rappelle mon handicap. Malgré mon parcours et le travail que j'ai accompli, aujourd'hui encore, des gens se moquent de moi. Mon intégration parmi les philosophes n'est toujours pas parfaite.

Solidaires : Quelle est la source principale de ce problème selon vous ?

A.J. : Selon moi, c'est l'éducation. L'école et l'éducation dès le plus jeune âge permettent l'insertion. Il faut familiariser les enfants aux différences. Le problème aujourd'hui c'est que beaucoup de gens pensent que la santé met sur la touche la personne malade, que sa maladie l'emporte sur son intellect. Mais tous les hommes sont mortels, tous sont susceptibles de tomber malades, de devenir infirmes... Or la vie continue. Mes trois enfants me rappellent cela. Il faut améliorer le dialogue entre les personnes dites « normales » et les personnes atteintes de handicap. On a les acteurs pour : l'école et les médias. Les médias ont le pouvoir de casser cette image de la personne handicapée improductive et inutile. Il faut lutter contre la peur et les préjugés. Il faut reconstruire l'image des handicapés. Favoriser le dialogue car, parler avec un handicapé, c'est un cadeau. Il faut tout faire pour rendre les personnes handicapées plus visibles. Mais il faut le faire de façon naturelle.

Solidaires : Pourquoi avez-vous choisi la philosophie ?

A.J. : La philosophie permet de redescendre dans l'intériorité et de gagner une liberté intérieure, d'explorer une vie. Cela m'a aidé à surmonter les épreuves auxquelles j'étais confronté. Je suis devenu plus libre avec la philosophie. Elle m'a permis de regagner un peu de confiance en moi. Je n'étais pas très doué à l'école, je ne comprenais pas le but. Et puis, j'ai compris que c'est le savoir-être qui est important et qui impacte le quotidien. Quand j'étais petit, les gens ne pensaient pas qu'une personne handicapée puisse comprendre les choses. Je dois dire que cela a évolué. Il y a de plus en plus de temps qui leur est réservé et de plus en plus d'infrastructures qui leur sont destinés.

“ J'ai compris que c'est le savoir-être qui est important et qui impacte le quotidien. ”



LE BAROMÈTRE PEP DE LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE

ÉDITION 2017

Pour la quatrième année consécutive, la Fédération Générale des PEP publie, en partenariat avec l'institut Kantar Public, le Baromètre de la Société Inclusive.

Les PEP, en reconduisant chaque année cet outil, souhaitent **mesurer l'appropriation du concept de société inclusive par les Français, et également pointer quelles sont leurs principales préoccupations relatives aux inégalités perçues**. Ces données sont destinées à être débattues avec le plus grand nombre de citoyens et doivent, en ce sens, interpeller le politique, notamment quant à la permanence de certains indicateurs.

Cette 4^e édition, **réalisée à l'échelle nationale et régionale**, 6 mois après l'élection présidentielle et les élections législatives, offre à notre mouvement de précieux éléments de réflexions pour **questionner nos pratiques et interroger les politiques publiques** auxquelles nous participons en mettant en œuvre notre 5^e Projet fédéral « **Agir pour une société Solidaire et Inclusive** ».

Les données du Baromètre PEP de la Société Inclusive encouragent les PEP à renforcer leurs actions au quotidien pour créer les conditions d'une société solidaire et inclusive et concrétiser un rêve de société mobilisatrice d'énergies et d'engagements.

Les Rencontres PEP des 14 et 15 décembre 2017, conçues comme un forum social, mettent en perspective en ce sens des expériences et des engagements d'ONG et d'organisations gouvernementales en Europe et à l'international.



Emmanuel Rivière :

Directeur Général France Kantar Public

Il a présenté le Baromètre PEP 2017 lors des Rencontres PEP.

Que nous apprend de nouveau le baromètre 2017 de la société inclusive ?

Comme chaque année, de nouvelles questions liées à l'actualité permettent d'approfondir un enjeu d'actualité. Le baromètre 2017 montre l'inquiétude suscitée par la suppression des emplois aidés, qui a défaut d'être très efficaces sur la réduction du chômage, permettaient à des structures publiques ou associatives porteuses de solidarité de mieux fonctionner. Les questions sur la politique éducative montrent que les décisions prises vont dans le bon sens, sans dissiper le scepticisme sur la résorption des inégalités scolaires, tant la tâche est lourde. La nouveauté apparaît aussi dans les évolutions du baromètre : l'intérêt croissant pour l'engagement associatif, pour les causes animales et environnementales, ou encore la solidarité accrue vis-à-vis des habitants des zones rurales sont des points à noter.

Quelles sont les permanences ?

Parce qu'il porte sur des enjeux structurels, le baromètre de la société inclusive montre beaucoup d'indicateurs stables, notamment ceux qui soulignent le sentiment que la société française reste une société très inégalitaire. Ce constat, appliqué notamment aux questions de logement et de santé, explique la sensibilité des Français quand il est question de diminuer les APL ou de toucher au logement social, tout comme leur intérêt pour une amélioration du remboursement des dépenses de santé. A l'heure où la laïcité fait plus que jamais débat, le baromètre des PEP rappelle aussi l'importance de cette valeur pour notre société, mais aussi les opinions divergentes sur sa définition et son application. Il présente aussi l'intérêt de décliner ses enseignements dans chacune des régions métropolitaines, ainsi que dans trois DROM : Réunion, Guyane, Mayotte.

Enquête menée sur un échantillon de 3291 personnes

Échantillon et mode de recueil

France MÉTROPOLITAINE, hors Corse : Enquête réalisée par Internet auprès d'un échantillon de 2602 personnes*.

CORSE : Enquête réalisée par téléphone auprès d'un échantillon de 164 personnes*.

GUYANE, MAYOTTE, RÉUNION : Enquête réalisée par téléphone auprès d'un échantillon de 525 personnes*.

L'échantillon global a été constitué de manière à pouvoir analyser les résultats par région et par département et région d'outre-mer avec un nombre d'interviews minimum. Chaque région a ensuite été ramenée à son poids réel [résultats d'ensemble].

Dates de l'enquête : Enquête terrain réalisée du 9 au 23 octobre.

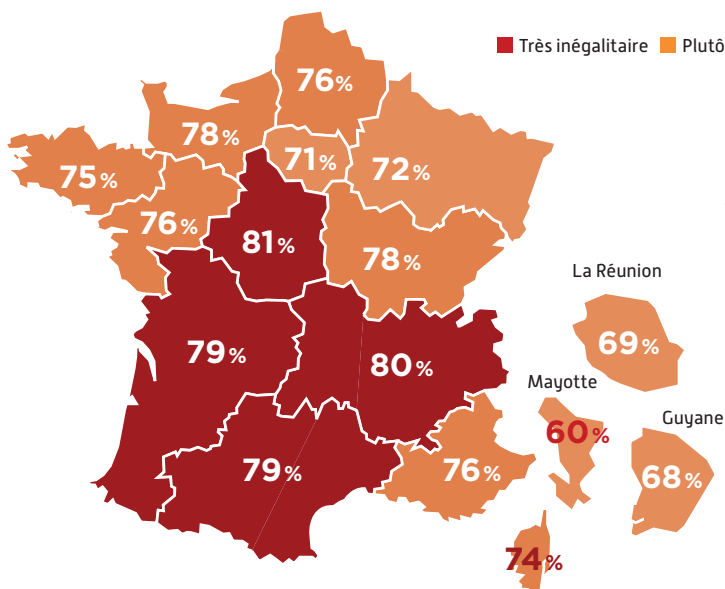
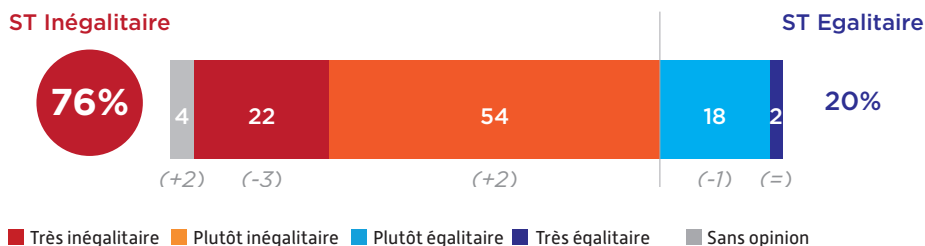
* Échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas [référence] après stratification par région et catégorie d'agglomération.

> Le caractère inégalitaire de la société française demeure

Les Français, dans leur grande majorité **76%** jugent que la société française est de plus en plus inégalitaire.



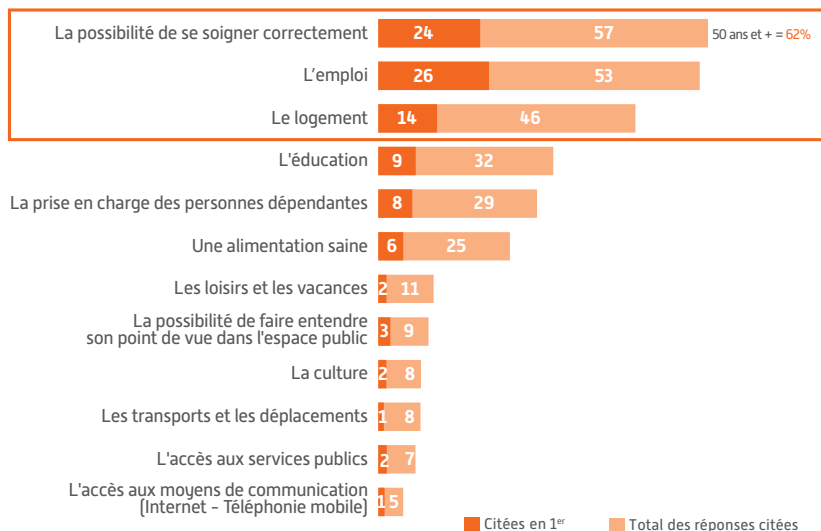
Diriez-vous que la société française est...



La perception des inégalités les plus graves et les plus fréquentes diverge selon les territoires, montrant bien ainsi la **nécessité de construire des projets de territoires différenciés**, mais répondant au souhait majoritaire d'une société plus égalitaire attachée à une réponse en adéquation avec les situations individuelles.

Cette année la première inégalité perçue est celle relative aux soins, viennent ensuite l'emploi et le logement.

Quelles sont, selon vous, les inégalités les plus graves ? Celles qui concernent... (3 réponses possibles)



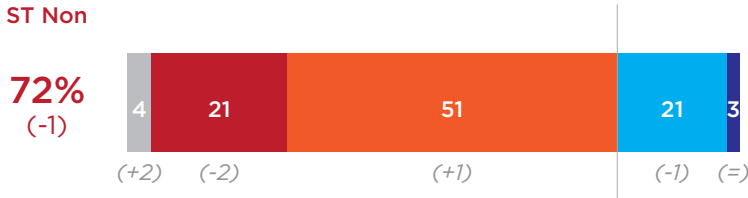
Le Baromètre 2017 est téléchargeable sur le site : www.lespep.org

> Des français qui partagent une vision pessimiste des possibilités d'accomplissement personnel mais prêts à s'engager pour agir

À peine 1 Français sur 4 considère que chaque individu peut trouver sa place dans cette société jugée inégalitaire

Pensez-vous qu'aujourd'hui dans notre société chaque individu a la possibilité de trouver la place qu'il mérite et de réaliser ce qu'il souhaite dans la vie ?

■ Non, pas du tout ■ Non, plutôt pas ■ Oui, plutôt ■ Oui, tout à fait ■ Sans opinion



20 % des Français ont ressenti, au cours des dernières années, le besoin de s'engager pour une cause

Au cours des dernières années, avez-vous ressenti le besoin de vous engager pour une cause ? Si oui laquelle ? (Question ouverte) Et selon vous quelle serait la manière la plus efficace de défendre cette cause ?

Sympathisants de Gauche : 29 %

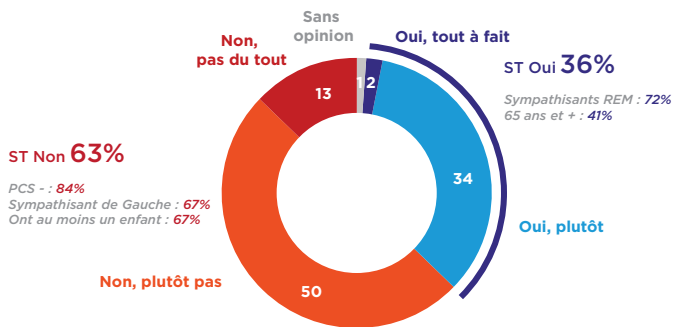


> Éducation : des paradoxes quant aux réformes et actions proposées par le nouveau gouvernement

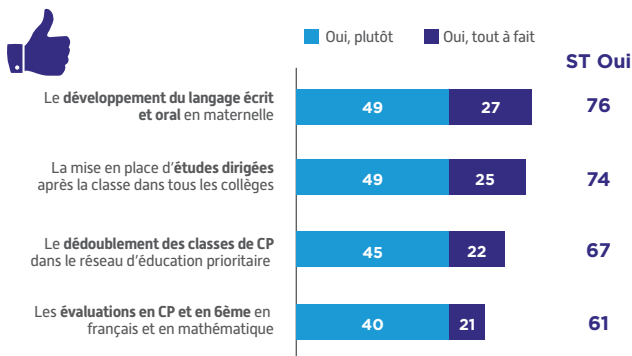
Si pour 63 % des français les mesures annoncées par le Ministère de l'Éducation Nationale ne permettront pas de diminuer les inégalités scolaires, près de 2/3 apprécient positivement les mesures liées au développement du langage en maternelle, ou les études surveillées.

Le dédoublement des classes en CP dans les établissements d'éducation prioritaire et les évaluations en CP et en 6^e pour semblent pour leur part permettre de diminuer les inégalités scolaires.

Selon vous, les mesures annoncées par le ministère de l'Éducation vont-elles permettre de diminuer les inégalités scolaires ?



Et pour chacune des mesures annoncées, pensez-vous qu'elle permettra ou non de diminuer le niveau des inégalités scolaires ?

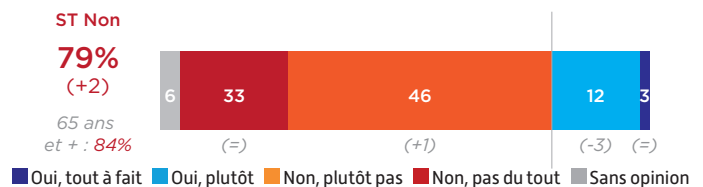


Enfin, interrogés sur les emplois aidés, les Français sont critiques sur leur diminution et considèrent majoritairement que ce dispositif a été plutôt efficace.

> Pour la majorité des français, la société inclusive n'est pas encore une réalité pour la société Française

Si la notoriété de « la société inclusive se maintient », 79% des français estiment que la société française actuelle ne peut être qualifiée de société inclusive.

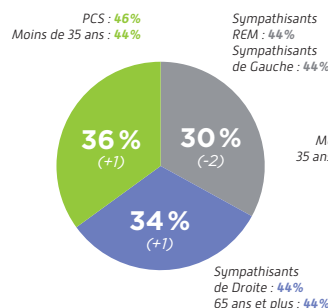
La « société inclusive » est une société sans privilèges qui a le souci d'intégrer tous ses membres. Elle garantit à chacun d'eux la possibilité de se réaliser en veillant à ce que la solidarité et le respect des autres soient garantis. Selon vous la société française correspond-elle à cette définition ?



Ils souhaitent par ailleurs que l'identité de la France soit affirmée comme laïque sans pour autant partager une définition univoque de la laïcité.

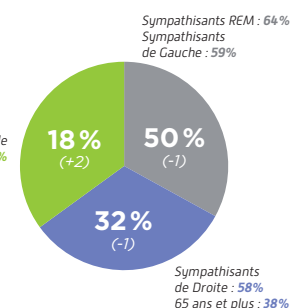
CONSTAT

Parmi les 3 propositions suivantes, laquelle correspond, selon vous, le mieux à l'identité de la France aujourd'hui ?



SOUHAIT

Et personnellement, souhaitez-vous que l'identité de la France soit celle...



Les PEP : à l'heure européenne

La 4^{ème} édition des RENCONTRES PEP s'est inscrite dans une perspective européenne.

OBJECTIF : comparer les conceptions et les pratiques sociales et politiques actuelles mises en œuvre sur le territoire national avec celles développées dans d'autres pays en Europe pour construire une société inclusive et solidaire.

L'Europe était sur toutes les bouches lors des 4^{ème} Rencontres PEP à la Cité des sciences de la Villette. Pour Sophie Cluzel, Secrétaire d'État en charge des Personnes en situation de handicap : « C'est tout à l'honneur des PEP que d'avoir fait le pari de l'Europe à l'occasion de ces journées. Car, en réalité, la simple question des aidants et des personnes en situation de handicap dépasse le cadre de la France. C'est une réflexion que nous devons mener dans un cadre plus global, ajoute-t-elle. Nous devons nous inspirer des pratiques déjà mises en place par nos voisins ». À ses yeux, « les associations françaises doivent aussi entrer pleinement dans ce cadre. Nous bénéficierons de l'échange d'expertises dans ce domaine si nous jouons la carte de l'inclusivité du continent sur tous les domaines y compris sur celui du handicap », dit-elle. Une démarche jugée salubre par l'eurodéputé français, Guillaume Balas : « Je crois que chacun doit assimiler ce que l'Union Européenne peut accomplir pour aider les associations et l'État à réaliser leurs objectifs pour des sociétés plus inclusives », affirme-t-il.

L'Europe : la grande invitée

« Raffaella Ciambone, représentant du ministère italien de l'Éducation nationale est heureux d'avoir fait le déplacement. « J'apprécie de rencontrer mes homologues européens pour débattre et échanger sur la question, souligne-t-il. Aucun projet européen ne peut voir le jour sans traiter véritablement de la problématique des inégalités ». Des solutions ont été trouvées en Italie : « Depuis plus de trente ans, nous avons mis une politique

d'intégration des enfants handicapés dans les écoles de la République italienne, explique-t-il. Cela a bien fonctionné car nous avons mis, dans le même temps, des formations spécifiques pour les enseignants chargés d'instruire auprès d'enfants handicapés ». Concrètement, à la fin des années 70, Rome avait voté des lois visant à réduire progressivement le nombre d'écoles ou instituts spécialisés. Conséquence : les enfants n'ont souvent pas le choix de s'inscrire de facto dans les écoles publiques.

La France progresse



La recette ne fonctionne pas partout de manière égale. Si cela fonctionne en Italie, ce n'est pas le cas partout comme au Royaume-Uni. Ainsi Felicity Armstrong, professeure émérite en sciences de l'Éducation à l'University college de Londres note qu'Outre Manche, « d'un côté, vous avez des écoles spécialisées dans certaines régions et dans d'autres, vous n'avez d'autres choix qu'inscrire votre école dans un établissement public ». Or, « comme l'État est peu interventionniste au Royaume-Uni et que les aides financières ne sont pas nombreuses, ce sont les associations qui prennent le relais pour venir en

aide aux familles dont les enfants souffriraient de troubles alors que ces dernières n'ont pas les fonds suffisants pour payer une école adaptée à leurs enfants ». En France, plusieurs experts observent une amélioration de l'inclusion des enfants handicapés en milieu scolaire. Selon le ministère de l'Éducation nationale, 300 000 jeunes en situation de handicap sont scolarisés contre 260 000 au début des années 2010.



INTERVIEW

NADIA HADAD

Militante anti-discrimination depuis son plus jeune âge, Nadia Hadad est aujourd'hui membre du Conseil d'administration de l'ENIL (European Network for Independent Living). Son combat : permettre l'accès de tous à une vie autonome.

TOUT LE MONDE DEVRAIT FAIRE PARTIE DE LA SOCIÉTÉ, C'EST ÇA L'INCLUSION

Solidaires : Une vie autonome c'est quoi pour vous ?

N.H. : À l'ENIL on pense cette notion comme un droit fondamental. Tous les êtres humains sont interdépendants, mais ce n'est pas incompatible avec le droit à l'autonomie de chacun. La vie autonome, c'est la liberté de choisir et de contrôler sa vie. Il faut qu'elle soit accessible à toutes les personnes handicapées. Et pour y parvenir, il faut dépasser les différences et les traiter comme des personnes dites « normales » tout en les aidant. Par exemple, la Suède en 2000 a fermé toutes les institutions spécialisées. Alors évidemment, il a fallu mettre en place une transition pour garantir une bonne adaptation des personnes handicapées. Le pays a mis en place une garantie de support pour chaque handicapé, afin de sauvegarder leurs droits, leur dignité. Pour cela, ils ont tenté de respecter douze piliers auxquels je crois aussi. Premièrement, il faut que l'information soit complètement accessible, peu importe la personne. Il faut aussi un transport égal des handicapés et des non-handicapés. Que tout le monde puisse se rendre d'un point A à un point B avec le même degré de facilité. Troisièmement, les logements. Il est important qu'ils soient accessibles, adaptables tout en étant abordables et donc cela implique aussi un revenu adéquat. Il est aussi nécessaire que les personnes handicapées aient l'accès à des services de santé et à des services sociaux. Il faut des services d'assistance personnalisés selon les besoins de la personne elle-même. Une égalité des chances est nécessaire dans le domaine de l'emploi. Très important, il faut une disponibilité des pairs, qu'il puisse y avoir des échanges entre eux pour pouvoir faire partie de la société. Enfin, il faut que les personnes handicapées puissent se défendre seules au même titre que les

valides, il faut tout mettre en place pour le permettre. Pour qu'elles ne soient pas constamment dépendantes.

Solidaires : Ces douze piliers dont vous parlez, quels sont les pays européens qui les respectent et où se situe la France vis-à-vis d'eux ?

N.H. : La Suède, l'Espagne, la Finlande, le Danemark, la Norvège et certaines régions de l'Italie respectent ces piliers. Le but de ces piliers est d'éviter de mettre à l'écart les personnes handicapées et de les intégrer totalement dans la société. En France, il y a encore beaucoup à faire. À titre d'exemple, quand je vais à Prague, je n'appréhende pas mon séjour là-bas. Je n'ai jamais douté de leurs infrastructures et leur accessibilité aux personnes handicapées. Je n'ai pas besoin de prévoir mes déplacements... Je n'ai pas à téléphoner aux services spécialisés. Quand je viens à Paris, c'est tout à fait l'inverse. Rien n'est adapté, ou quasiment rien du moins.

Solidaire : Vous dites que la société française n'est pas inclusive aujourd'hui, pourtant elle a l'obligation de l'être puisqu'elle a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées ?

N.H. : La situation actuelle en France est alarmante. Dans l'article 19 de la Convention que vous évoquez, il est en effet écrit que tous les États membres reconnaissent à toutes les personnes handicapées le droit de vivre dans la société, avec la même liberté de choix que les autres personnes, et prennent des mesures efficaces et appropriées pour leur faciliter la pleine jouissance de ce droit ainsi que leur pleine intégration et participation à la société. Il est donc clair que la France ne respecte pas cet engagement qu'elle a pris ! C'est illégal ! Plusieurs associations nous demandent (à l'ENIL) d'intervenir et d'interpeller

la rapporteuse des Droits de l'Homme, qui a fait sa première visite officielle en France en octobre 2017 d'ailleurs. Le gouvernement a pour projet de réduire davantage encore l'argent public investi dans les infrastructures et dispositifs destinés aux personnes handicapées. C'est alarmant !

Solidaires : Vous avez évoqué votre handicap, vous n'avez pas toujours été en fauteuil roulant. Avant cela, aviez-vous confiance de toutes les difficultés auxquelles pouvaient être confrontées les personnes en situation de handicap ?

N.H. : Oui en effet, avant j'étais tout à fait mobile. C'est à la suite d'un accident de la route que j'ai perdu l'usage de mes jambes. J'ai toujours été engagée dans la lutte contre les inégalités. La première manifestation à laquelle j'ai participé, j'avais six ans. Avant mon accident, j'étais ingénieure des ressources en eau et en matières renouvelables avec pour objectif d'aider au développement des pays du tiers-monde. À cette époque, j'avais connaissance de quelques difficultés auxquelles étaient confrontées les personnes handicapées. J'étais dans une association qui permettait aux personnes handicapées sans proches de séjourner chez des familles pour les fêtes et d'aller en vacances avec des bénévoles. Mais je n'imaginai pas toutes les difficultés auxquelles ces personnes étaient confrontées.

Le Solidaire : L'inclusion, c'est quoi ?

N.H. : L'inclusion c'est l'affaire de tous, ça ne concerne pas que les handicapés. C'est difficile à comprendre, mais ça concerne aussi bien l'immigré que la personne sans entourage, que celle qui souffre de troubles psychologiques ou physique. Tout le monde devrait pouvoir faire partie de la société, c'est ça l'inclusion. C'est permettre un accès égal à la vie de la société à tout le monde.



INTERVIEW

FELICITY ARMSTRONG

Professeure à l'Institut d'éducation de l'université de Londres, Felicity Armstrong souligne les difficultés que rencontre l'éducation inclusive Outre-Manche mais des avancées sont possibles.

UNE GRANDE MOBILISATION EN GRANDE-BRETAGNE

Solidaires : Vous avez peint, durant votre intervention lors des Rencontres PEP, un tableau très sombre de la progression vers une société inclusive en Grande Bretagne. Le manque de volonté politique est-elle la principale explication ?

F.A. : Plusieurs choses expliquent cette situation. Tout d'abord un manque de politiques publiques, de volonté politique, du moins en ce moment. En effet, il y a eu une volonté politique importante il y a 10-15 ans et nous continuons de bénéficier des acquis de cette période sur l'inclusion. Un certain nombre d'écoles inclusives existent. Il est tout à fait ordinaire, surtout à l'école primaire, que les enfants en situation de handicap aillent dans l'école la plus proche de chez eux.

Solidaires : Est-ce que la société civile se mobilise, Outre-Manche, sur la question de l'inclusion ?

F.A. : Je trouve qu'il y a une grande mobilisation sur la façon de traiter les personnes en situation de handicap. Les gens se demandent comment s'organiser pour remédier à la situation actuelle. Le manifeste du Parti Travailleuse est très fort sur toutes ces questions. Il prend position pour l'inclusion, pour la protection des droits de chacun, pour parvenir à une véritable égalité des chances pour tous. Plus largement, il y a un mouvement important dans la société dans son ensemble qui veut un changement, qui ne se satisfait pas de ce qui se passe actuellement.

Solidaires : Est-ce que vous voyez un rôle pour l'Europe dans la progression vers une société inclusive ? Y a-t-il en Grande-Bretagne une volonté de s'inspirer de politiques menées dans ce domaine par d'autres pays européens ?

F.A. : Il est très important de s'écouter les uns les autres. Le modèle italien est très intéressant, puisque la mise en place d'une société inclusive est très enracinée

“

Il y a un mouvement important dans la société dans son ensemble qui veut un changement, qui ne se satisfait pas de ce qui se passe actuellement.

”

depuis une quarantaine d'années. On sent qu'il serait presque impossible de démolir ce qu'ils ont réussi à construire et de réinstaller un système ségrégatif. En même temps, en Angleterre nous avons beaucoup d'expérience sur le plan de l'inclusion des enfants issus de milieux défavorisés, et surtout des enfants dont les familles sont d'origine étrangère.

Solidaires : Est-il plus difficile pour les personnes en situation de handicap de se retrouver dans un environnement inclusif lorsqu'ils se trouvent dans des régions rurales ?

F.A. : Pas forcément. Cela dépend de la politique menée dans chaque ville ou région. Par exemple, dans la région rurale de Cambria une politique de l'inclusion a été lancée. Il ne s'agit pas d'une inclusion totale [plutôt d'une intégration] mais ça existe.

En janvier 2010, 38,2 % des élèves présentant des besoins éducatifs particuliers se trouvaient dans des écoles spécialisées en Grande-Bretagne. En janvier 2017, ils étaient 43 %. L'inclusion n'est pas encore enracinée dans les politiques du pays et la ghettoïsation des personnes en situation de handicap est une réalité. Toutefois, les écoles qui font le pari de l'inclusion sont à encourager dont l'une d'entre elles que connaît bien Felicity Armstrong. Située dans un quartier défavorisé, elle accueille de nombreux enfants sans papiers et/ou en situation de handicap. L'école est physiquement très ouverte, avec un jardin pour chaque classe. Le conseil de l'école est composé de représentants élus par les enfants, la pédagogie est centrée sur le travail en équipe et il existe en enrichissement culturel via des « extended schooldays ». Un espoir pour l'avènement d'une école pour tous en Grande Bretagne.



interview

HÉLÈNE CARBONNEAU

Co-Directrice du Laboratoire en loisir et vie communautaire (Québec). Hélène Carbonneau est professeure titulaire au département d'Études en loisir, culture et tourisme à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Ses implications en recherche s'articulent principalement autour de la notion d'expérience inclusive de loisir en lien avec la santé et le développement positif des individus ; en particulier des personnes en situation de handicap ou de vulnérabilité. Elle insiste sur la nécessaire concertation et le dialogue

REGARD D'OUTRE-ATLANTIQUE

Solidaires : Qu'êtes-vous venue dire en participant à ces journées de réflexion des PEP ?

H.C. : Je suis venue parler de l'importance de l'expérience inclusive. Il faut que les gens puissent vivre quelque chose d'inclusif, peu importe leur condition. L'inclusion est souvent réduite à un élément physique, au fait d'être présent, mais il faut voir plus loin et permettre à l'individu de vivre quelque chose d'épanouissant.

Solidaires : Comment sortir d'une vision strictement « idéologique » de la société inclusive ? Comment faire, en fait, pour l'inscrire dans la réalité ? Donc selon vous, il faudrait éviter d'avoir une vision idéologique de l'inclusion ?

H.C. : Je reste tout de même un peu dans une vision idéologique. Sinon, parler de ce qu'aime la personne, de ses inspirations demeure très important. L'inclusion réside dans la normalité, dans la présence de l'autre.

Solidaires : Vous connaissiez les PEP au Canada ? Quel est votre regard sur l'expérience développée par les PEP ?

H.C. : C'est mon premier contact avec les PEP, et je reviendrai sûrement dans deux ans.

Solidaires : Les modes d'actions sont-ils différents Outre Atlantique ? Diriez-vous qu'Outre-Atlantique vous êtes en avance ou en retard par rapport à ce qui se fait en Europe ?

H.C. : Oui, je dirais que nous sommes différents. J'ai une étudiante qui vient de



Au Québec nous favorisons beaucoup le dialogue, que ce soit avec les associations ou le gouvernement. Nous fonctionnons beaucoup en réseaux. ”

terminer deux mois de stage en France. Elle est allée sur plusieurs installations en plein air et a été frappée par le fait que d'une installation à l'autre les gens ne se connaissent pas. Le dialogue n'est pas toujours présent et les échanges de pratiques ne se font pas forcément. Au Québec nous favorisons beaucoup le dialogue, que ce soit avec les associations ou le gouvernement. Nous fonctionnons beaucoup en réseaux. C'est en partageant nos expériences et nos pratiques que nous allons avancer encore plus vite.

Solidaires : Et quelles sont les pratiques du Canada qui peuvent être exportées en France ? Quel élément existant au Québec pensez-vous pouvoir importer en France ?

H.C. : Je pense qu'il y a plusieurs expériences concernant les arts ou le plein air que nous pourrions importer, mais surtout une vision du développement des partenariats et de la concertation.



© Richard Kalvar / Magnum Photos pour les PEPs



INTERVIEW

GUILLAUME BALAS

Député européen socialiste, Guillaume Balas s'est exprimé en clôture des journées PEP. Il veut convaincre ces collègues eurodéputés de soutenir davantage les politiques favorisant les conditions nécessaires à une société plus inclusive.

L'EUROPE DOIT INVESTIR DAVANTAGE

Solidaires : Les PEP ont décidé de mettre l'accent sur l'Europe cette année. En tant qu'eurodéputé, quel regard portez-vous sur ces journées PEP'S ?

G.B. : La lutte contre l'exclusion et la construction de sociétés plus inclusives sont le ciment de mon combat politique. J'ai déjà mené plusieurs travaux de réflexion là-dessus. À ce titre, ma présence à ce colloque est une marque de reconnaissance que j'apprécie des combats que je mène avec les PEP. Ces deux journées ont été une formidable opportunité pour échanger et souder encore davantage ceux qui se battent au quotidien pour des sociétés plus inclusives.

Solidaires : Est-ce que Bruxelles vous semble sensible à ces questions ?

G.B. : Je vais être franc avec vous. Je n'ai pas la conviction que Bruxelles prenne cette question très au sérieux. Avec mes collègues du PS, nous nous battons pour inscrire ces questions dans le cadre d'une politique plus large mais l'Europe devient trop libérale. La mise en place des

prérogatives du Fond Social Européen ne devrait pas aller dans le sens d'une politique plus sociale donc inclusive.

Solidaires : Et le chef de l'État, Emmanuel Macron ?

G.B. : Notre président ne s'est pas prononcé assez clairement. Mais cette question transcende les partis politiques quand vous savez que près de 12 millions de français disent souffrir d'un handicap. La seule chose que je souhaite, c'est qu'à la fin de son mandat, il y ait davantage de places pour les enfants handicapés dans nos écoles de la République. Je souhaite que cette fracture disparaisse. L'enjeu est essentiel et l'État doit prendre pleinement sa part pour dans cet objectif.

Solidaires : Quelles sont vos armes pour peser dans ce débat ?

G.B. : Au niveau européen, la partie ne s'annonce pas simple car nous sommes en minorité. En revanche, la donne est différente sur la scène nationale. En 2018, je multiplierai ce type de conférences. J'essaierai de porter ce message partout où je le pourrai. Je suis du PS mais je reste

convaincu que la problématique mérite qu'on laisse les politiques politiciennes de côté. Si on me le demande, je peux émettre des pistes de réflexion pour contribuer à ma manière à l'élaboration d'une société plus inclusive.

“

Ces deux journées ont été une formidable opportunité pour échanger et souder encore davantage ceux qui se battent au quotidien pour des sociétés plus inclusives. ”





Melaine Cervera
Maître de conférence

REGARDER LE VRAI MONDE

Melaine Cervera, maître de conférence, travaille sur la co-construction des politiques publiques entre les pouvoirs publics et les associations. Les dynamiques d'Économie Sociale et Solidaire sur les territoires sont, pour lui, une priorité et un terrain d'étude privilégié. Il travaille aujourd'hui dans le laboratoire de l'Université de Lorraine de sciences sociales 212s, il est spécialisé en sociologie du handicap, de la solidarité et de l'action sociale.

Solidaires : Vous travaillez pour la fédération générale des PEP. Pourquoi vous être engagé ?

M. C. : L'association, c'est l'essence de la société. Par définition, la société, c'est des individus liés. Et les associations sont l'expression des désirs et des besoins des citoyens. Elles permettent de rapprocher l'État de la population. Elles œuvrent pour l'intérêt général. Elles vont de pair avec la démocratie représentative. C'est un canal de diffusion. Elles permettent d'amoindrir les injustices, d'aider les personnes qui ont besoin d'aide. La démocratie ne peut fonctionner que s'il y a une société délibérative. Travailler pour les PEP me permet vraiment d'œuvrer dans ce but. En outre, les associations permettent une émancipation du peuple vis-à-vis de l'État.

Mais pour arriver à cela, il est nécessaire de mettre en place des coopérations entre les acteurs associatifs et étatiques, y compris entre les associations elles-mêmes. Je parle des associations entre elles, car en raison du modèle de financement, [avec les appels de subvention notamment], elles sont souvent amenées à être en compétition. Il faudrait donc mettre en place

un système de subvention qui permettrait une émancipation des associations à ce niveau là et une plus grande collaboration.

Solidaires : Les associations permettent donc l'expression de la volonté des citoyens mais en quoi permettent-elles une société plus inclusive ?

M. C. : Les associations permettent l'auto-émancipation des personnes, elles posent les bases de l'émancipation. Elles permettent à tous de s'exprimer, de donner des idées, des pistes de ré-impulsion de la société. Elles visent l'égalité de tous. Elles créent des espaces d'égalisation entre les individus. À travers le sport et les loisirs notamment qui sont des domaines où les différences n'existent plus. Les différences sociales qui existent dans la vie de tous les jours, par exemple, peuvent être occultées lorsque les individus participent à un match de football. Prenons l'exemple des handicapés : en dehors des associations, ils sont très souvent confrontés à une société qui pointe du doigt leurs différences. Il faut donc créer des espaces de re-égalisation.

Solidaires : Qu'est-ce que représentent les PEP à vos yeux ?

M. C. : Les PEP me permettent de réaliser ma vision des choses. J'ai toujours voulu aider et mettre mon métier au service de ceux qui en avaient besoin. C'est la première fois que je participe à cette rencontre et j'ai adoré ! C'est très enrichissant, cela permet d'échanger avec les autres associations qu'on n'aurait, peut-être, jamais rencontrés sans cet événement. En tant que sociologue, je pense qu'il est nécessaire de sortir de l'enclave universitaire, de son milieu, de lever la tête de regarder le vrai monde, de parler aux vrais gens. Une démocratie égalitaire n'est possible que comme cela.

“ Les associations permettent l'auto-émancipation des personnes, elles posent les bases de l'émancipation. Elles permettent à tous de s'exprimer, de donner des idées, des pistes de ré-impulsion de la société. ”



LE CINÉMA INCLUSIF

Directeur Associatif des PEP du Tarn (81). Il est activement impliqué depuis plus de 15 ans auprès des personnes en situation de Handicap et de leur famille dans ce département. Tourné vers le futur, il fourmille d'idées pour rendre notre société plus inclusive et permettre à chacun de trouver et d'atteindre une place de citoyen autonome, notamment dans le domaine des loisirs, des vacances et de la culture.

Solidaires : Quelles sont les clés pour favoriser l'émancipation et la participation des personnes exclues totalement ou en partie de la société ?

A.A : Pour permettre l'émancipation et la participation, il est important d'écouter l'autre. Au sein des PEP 81, nous accompagnons des personnes qui ne sont pas totalement incluses dans la société, notamment des jeunes en situation de handicap. Nous sommes dans la recherche action menée pour la création d'une plateforme territoriale. La question s'est posée de comment on peut recevoir les besoins, les demandes, les envies des autres, des familles, des personnes handicapées. Certes, certains sont en capacité de s'exprimer et la question se résout facilement, il suffit de les écouter, mais il y en a aussi qui n'en sont pas capables. Je pense notamment aux jeunes qui ont une pathologie autistique pour qui le seul fait de poser la question, c'est relativement complexe, car le premier prérequis, c'est de pouvoir mentaliser la réponse, la comprendre, mettre du sens derrière et ce n'est pas toujours le cas. Il y a tout un travail de préparation qui est nécessaire de notre part. Nous tentons donc de créer les conditions d'inclusion. C'est ce qui peut nous permettre d'entendre leurs aspirations profondes. Alors pourquoi il est nécessaire de faire cela ? Simplement parce que si l'on veut une société inclusive, il faut remettre les acteurs au sein de leur parcours et ne pas simplement les laisser être consommateurs de culture et de vacances. On est sur un enjeu de parcours et cette volonté de permettre à chacun de comprendre et d'exprimer ses inspirations.

Solidaires : Concrètement quels sont les dispositifs que vous avez mis en place ?

A.A : Dans notre département, on part systématiquement de l'émission d'un besoin pour mettre en place une solution adaptée, ou du moins la plus pertinente possible. On a mis en place, par exemple, le cinéma inclusif. Je prends l'exemple d'un autiste Asperger qui souhaite aller au cinéma, mais qui a une étape très difficile à franchir pour pouvoir réaliser ce souhait, l'étape du guichetier. En effet, il a beaucoup d'implicite dans les relations humaines et ces personnes ont beaucoup de mal et elle n'ont, pour la plupart du temps, pas accès aux salles de cinéma. Et bien nous, on tente de développer des séances de cinéma « bienveillante » grâce à ses petites adaptations. Par exemple, en début de chaque séance, on explique au public comment va se dérouler la séance et ce qui est possible ou non de faire. Autre petite adaptation : il y a un système de personnes bienveillantes en gilet jaune qui sont des personnes référentes qu'on peut solliciter durant la séance. Et puis ce qui est primordial, c'est que ces séances sont ouvertes à tous, pas seulement aux personnes en situation de handicap. Ces séances sont un spectacle vivant. Nous tentons constamment de mettre en place les conditions d'inclusion.



Alexandre Aupitre
Directeur des
PEP du Tarn

“ Si l'on veut une société inclusive, il faut remettre les acteurs au sein de leur parcours et ne pas simplement les laisser être consommateurs de culture et de vacances. ”



© Matthew Stuart / Magnum Photos pour les PEPs



L'ACCÈS ÉGAL À TOUS Y COMPRIS DANS LES LOISIRS

Marc Engel

Chef du bureau de la protection des mineurs en accueils collectifs et des politiques éducatives locales, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Ministère de l'éducation nationale

Depuis 2013 Marc Engel anime un service qui assure la réglementation des accueils collectifs de mineurs (ACM) qui se déroulent sur les temps périscolaires et extra-scolaires et coordonne l'action des services chargés de ces questions (DDCS/PP). Ce service détermine également les qualifications nécessaires pour animer/diriger en ACM et notamment les formations BAFA-BAFD.

Solidaires : Quel est votre point de vue sur le niveau d'inclusion de la société française ?

M.E. : Notre société est soumise à de nombreuses difficultés et c'est essentiel qu'il y ait une solidarité entre les différents acteurs de notre pays. La solidarité est une valeur que les jeunes recherchent. Il y a une amélioration à ce niveau-là. L'État met actuellement en place un cadre plus propice à l'émancipation des personnes et à l'inclusion qui fait partie de ses préoccupations. Dans le cadre des politiques publiques, on se rend compte que nous sommes passés à une logique qui permet aux personnes de s'investir plus. Il y a une « sortie de la tutelle » des personnes qui, par le passé, n'aurait pas pu accéder à cette autonomie. Les politiques publiques sont plus efficaces. Elles leur donnent les clés pour réfléchir par elles-mêmes, pour sortir de leur dépendance. Le but est de leur donner envie d'aller plus loin de leur propre chef. En étant acteurs, les politiques publiques sont plus efficaces. Et autre évolution, les jeunes sont différents. Ils veulent s'investir.

Solidaires : Quels sont les objectifs que vous vous êtes fixés pour rendre la société plus inclusive ?

M.E. : Mon objectif et celui de l'équipe avec laquelle je travaille est de faire en sorte que les structures classiques s'ouvrent à des publics différents et qu'il y ait une valeur ajoutée pour elles. On met en place un cadre juridique qui va permettre cela. Par exemple, par le biais de réglementations, on évite la discrimination dans les accueils de loisir. Il est nécessaire qu'il y ait un accès égal à tous aux mêmes infrastructures y compris en matière de loisirs. Notre situation ne doit pas déterminer notre futur, notre inclusion dans la société.

Solidaires : Il est de plus en plus difficile pour les associations de recevoir de l'argent de la part de l'État, il y a encore de l'argent dans les caisses de l'État pour financer ces projets ?

M.E. : Même si, effectivement, l'État ne peut et n'a, jamais, pu tout faire, oui, il y a encore de l'argent public pour cette cause et pour les structures reconnues d'utilité publique. Il est justifié que l'État soit prudent, qu'il s'assure que les objectifs poursuivis soient justifiés et que l'association respecte le cadre juridique mis en place. Le monde est devenu plus complexe, les acteurs se sont multipliés, et ce, de façon déséquilibrée géographiquement parlant. Il faut donc qu'il fasse des choix. Il est nécessaire que les acteurs se parlent entre eux, collaborent.

“ Faire en sorte que les structures classiques s'ouvrent à des publics différents et qu'il y ait une valeur ajoutée pour elles. ”



© Thomas Dworzak / Magnum Photos pour les PEPs

LES PEP CENTRE DE LA BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ (PEP CBFC) ONT ACCUEILLI L'AGENCE MAGNUM

Sophie Diaw, responsable de la Maison d'Accueil et de Résidence Pour l'Autonomie (MARPA) souligne que la présence de photographes dans son centre (qui porte le joli nom de Tilleuls) était importante car « les personnes âgées, *a priori*, c'est nouveau pour les PEP », dit-elle.

Les seniors dont elle a la charge ont plus de 65 ans, voire fréquemment 90 ans. Le photographe les a accompagnés dans tous les moments chers de leur vie : repas, moments de convivialité et... Le tango. Et le tango, c'est la grande affaire des PEP car toute une recherche scientifique prouve le rôle incroyablement bénéfique que joue le tango pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Qu'ils rencontrent des problèmes cognitifs ou physiques. En effet, cette danse stimule des parties du cerveau qui ne sont pas forcément mobilisées par d'autres activités. « *Le tango décompose beaucoup de gestes innés ou acquis qu'on peut perdre : marcher, cheminer, bouger la tête vers*

une chaise, tomber, perdre l'équilibre », explique Mme Diaw.

Nous accomplissons tous des transferts et des changements d'appuis quotidiens. Or les malades d'Alzheimer rencontrent des difficultés considérables pour effectuer ces simples gestes de la vie et la musique leur permet de retrouver des automatismes oubliés. La magie de la musique ! « *L'idée maintenant, est de faire venir l'exposition pour qu'ils voient les images en grand format* », ajoute Mme Diaw. Car les seniors ont encore rien vu à Baigneux-les-Juifs.

Ce sera bientôt chose faite.



© Thomas Dworzak / Magnum Photos pour les PEPs

“
Le tango décompose
beaucoup de gestes innés
ou acquis qu'on peut perdre :
marcher, cheminer, bouger
la tête vers une chaise,
tomber, perdre l'équilibre”



© Matthew Stuart / Magnum Photos pour les PEPs



LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE : « REGARDS CROISÉS »

**Richard
KALVAR**

Photographe à
l'agence Magnum

Pour changer les regards sur le handicap et promouvoir l'inclusion, les PEP ont sollicité la prestigieuse agence Magnum pour réaliser une photothèque. Sur la base de plusieurs reportages réalisés au sein des associations PEP, une exposition « La Société inclusive, regards croisés » a été inaugurée lors des Rencontres PEP

L'objectif : donner une image à la notion de l'inclusion au sein d'actions éducatives sociales et culturelles des PEP. Plusieurs photographes ont travaillé sur ce projet avec un même souhait, restituer les actions mises en place par les militants et salariés PEP pour rendre la société plus inclusive.

Explication du photographe Richard KALVAR.

Solidaires : Vous êtes américain et depuis 1975 vous travaillez pour l'agence Magnum Photo, quel a été votre parcours ?

R.K : Je suis arrivé en France en 1970. Je travaille pour Magnum Photo depuis 1975. Magnum m'a contacté après avoir vu mes photos puis on a commencé à travailler ensemble et ça ne s'est jamais arrêté.

Solidaires : Et votre travail pour les PEP ?

R.K : Je suis quelqu'un de sensible. Je pense que c'est pour cela qu'ils m'ont demandé de travailler sur cette exposition parce que l'humanité est importante pour ce projet. Je ne vais pas dire que je suis dans le social. Pour moi, le terme social qualifie le fait de se préoccuper de gens à problèmes, de malades par exemple. Moi, je m'intéresse à tout le monde. Quand je me promène, je photographie les gens et peu importe qu'ils soient en difficultés ou non. Quand on m'a demandé de faire ces trois reportages pour Magnum, je ne savais pas trop à quoi m'attendre. Je suis arrivé et c'est sur le terrain que j'ai vraiment compris. Je ne m'attendais pas à voir autant de solidarité, de gentillesse dans ces lieux. J'ai été impressionné par le dévouement des bénévoles, par leur envie d'aider. Ces associations sont extraordinaires. C'est la première fois que je travaille pour les PEP et j'ai adoré. Pour l'instant, on a rendu 6 reportages mais les PEP devraient nous en commander 4 de plus. J'espère donc travailler de nouveau avec eux.



ET SI NOTRE DIVERSITÉ ÉTAIT PRÉCISÉMENT CE QUI NOUS UNISSAIT TOUS ?

La Fédération Générale des PEP s'engage aux côtés des personnes les plus fragiles pour lutter contre toute forme d'exclusion et garantir à chacun l'accès aux droits communs.

Promouvoir une société inclusive, c'est encourager chaque femme et chaque homme à exprimer ses désirs ; à faire entendre sa voix ; à affirmer ses choix ; à prendre sa place au cœur de la cité et à apporter sa pierre à l'édifice collectif. Vivre ensemble ne doit pas être un projet, mais devenir notre identité. Alors croisons nos regards, entremêlons nos histoires, conjuguons nos destins !



© Matthew Stuart / Magnum Photos pour les PEPs

© Matthew Stuart / Magnum Photos pour les PEPs

VIVRE L'AVENTURE SÉJOUR ARRÊTE TON CIRQUE

« Être une femme ou un homme, c'est pouvoir exprimer ses envies et ses désirs. À nous d'entendre ces demandes et d'y donner l'écho nécessaire. »



© Richard Kalvar / Magnum Photos pour les PEPs

© Richard Kalvar / Magnum Photos pour les PEPs

CONSTRUIRE ENSEMBLE CENTRES SOCIAUX



© Richard Kalvar / Magnum Photos pour les PEPs

© Richard Kalvar / Magnum Photos pour les PEPs

CÉLÉBRER NOS DIFFÉRENCES CRÈCHE PÉPILOU



© Patrick Zschmann / Magnum Photos pour les PEPs

© Patrick Zschmann / Magnum Photos pour les PEPs

PARTAGER NOS RICHESSES INSTITUT DE FORMATION EN MASSO-KINÉSITHÉRAPIE POUR DÉFICIENTS DE LA VUE



© Richard Kalvar / Magnum Photos pour les PEPs

© Richard Kalvar / Magnum Photos pour les PEPs

S'OUVRIRE AUX AUTRES MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE



© Thomas Dwerzák / Magnum Photos pour les PEPs

© Thomas Dwerzák / Magnum Photos pour les PEPs

« On porte tous une différence ; pouvoir la montrer et que les autres la respectent, voilà notre idéal de société ! »

ÉCRIRE SON HISTOIRE MAISON D'ACCUEIL ET DE RÉSIDENCE POUR L'AUTONOMIE



DÉVELOPPER LE SPORT POUR TOUS, AGIR ENSEMBLE LOCALEMENT



Emmanuelle Assmann

Présidente
du comité
paralympique et
sportif français

“
Nous devons
accentuer
nos efforts.”

La présidente du mouvement paralympique français a pris part à la table ronde sur le sport lors des 4^{ème} Rencontres PEP. L'occasion de souligner l'importance de ce vecteur d'inclusion pour les personnes en situation de handicap.

Solidaires : Emmanuelle Assmann, que retenir-vous de la table ronde sur le sport à laquelle vous avez participé ?

E.A. : Je suis toujours très enthousiaste à l'idée de défendre les valeurs du sport pour une société plus inclusive. Il est important que chacun prenne conscience de la portée d'une pratique sportive pour les personnes en situation de handicap mais pas seulement... Durant ces échanges, j'ai pu présenter l'objectif de la contribution du mouvement paralympique français pour une société plus inclusive.

Solidaires : Et quel est cet objectif ?

E.A. : Il faut donner encore plus de moyens aux collectivités locales afin qu'elles puissent mettre en place des activités péri-scolaires dans chaque école. Les établissements doivent aussi mieux prendre en compte l'intégration des élèves en situation de handicap afin de leur permettre de pratiquer les activités sans ressentir un quelconque effet de discrimination.

Solidaires : Durant la dernière campagne présidentielle, vous aviez pris la plume pour rédiger une tribune dans Libération. Vous reprochiez aux candidats de ne pas porter d'intérêt à cette thématique. Est-ce qu'il y a eu une évolution depuis ?

E.A. : J'avais rédigé cette tribune suite au premier grand débat entre l'ensemble des candidats. Mais depuis, les lignes ont bougé. Emmanuel Macron, le Président de la République, a mis l'accent sur la lutte contre les inégalités. J'en veux pour preuve le fait que cet événement est parrainé par le chef

de l'État lui-même. Ensuite, tout ne peut pas se résoudre en une année. La question de la visibilité des sportifs paralympiques est essentielle. Dans quelques semaines, nous verrons les J.O. d'hiver de PyeongChang, en Corée du Sud. Et je salue la volonté de France Télévision, diffuseur de cet événement, de consacrer 100 heures de direct pour les épreuves paralympiques. Même si nous devons encore accentuer nos efforts pour leur accorder la visibilité que ces athlètes méritent.

Solidaires : Comment comptez-vous travailler avec les PEP cette année ?

E.A. : Comme nous le faisons aujourd'hui. C'est-à-dire que nous nous adapterons en fonction des réalités locales. Ce n'est pas à Paris qu'on est vraiment habilité à imposer scrupuleusement une feuille de route auprès des comités olympiques et paralympiques locaux. Cela a toujours fonctionné de cette manière et nous comptons suivre le même procédé.

“
Il est important que
chacun prenne conscience
de la portée d'une
pratique sportive pour
les personnes en situation
de handicap.”



DÉVELOPPER DES SOLUTIONS INNOVANTES POUR LA MOBILITÉ

PSA
GROUPE

**FREE2
MOVE**

Le groupe PSA, constructeur automobile français qui exploite les marques automobiles Peugeot, Citroën, DS, ainsi que Opel et Vauxhall, lance une nouvelle marque FREE 2 MOVE. Cette nouvelle application innovante d'auto-partage vient en complément des solutions FREE 2 MOVE Lease (location longue durée) et FREE 2 MOVE Connect Fleet (version connectée de l'outil de gestion de flotte automobile).

Son objectif : permettre à ses clients de trouver et de comparer des véhicules d'une grande variété de prestataires sur une seule plateforme. Ce service permet aux utilisateurs de voir les véhicules les principaux prestataires de service de leur région, de trouver le plus proche, de comparer des offres puis de réserver.

La raison de la présence de l'équipe FREE 2 MOVE aux Rencontres PEP ? La Fédération Générale des PEP a souhaité mettre en avant cette solution d'auto-partage qui est cohérente avec sa vision d'une société inclusive et solidaire. Cette solution favorise la mobilité des personnes et peut répondre aux besoins des associations PEP qui souhaiteraient faire améliorer la gestion de leurs parcs automobile. C'est en effet un moyen de mutualisation qui permet d'optimiser l'utilisation des financements publics qui leur sont confiés.

PSA est un partenaire qui nous accompagne efficacement tout au long de l'année sur les questions et les problématiques de mobilité. Aujourd'hui, PSA n'est plus seulement un partenaire pour gérer notre flotte, nous échangeons

pour apporter des solutions de mobilité pour demain en complément de la fabrication de véhicules

Chacun comprend qu'il est difficile d'envisagé qu'un véhicule à aménagement spécifique puisse passer d'une main à une autre. Et pourtant, la Fédération mène des discussions avec PSA pour élaborer

“
La raison de la présence de l'équipe FREE 2 MOVE aux Rencontres PEP ? La Fédération Générale des PEP a souhaité mettre en avant cette solution d'auto-partage qui est cohérente avec sa vision d'une société inclusive et solidaire.”

ensemble des solutions qui permettraient l'auto-partage.

Il s'agit d'envisager pour l'association ou l'établissement une possibilité d'apporter à leurs salariés ou à leurs bénéficiaires des moyens de locomotion adapté à un usage ponctuel. Deuxième point, des véhicules de particuliers pourraient devenir des

véhicules empruntés par l'association PEP. Aujourd'hui, concrètement, tout le monde n'a pas la possibilité de posséder ce type de véhicule adapté notamment dans des territoires ruraux.

Le troisième point que nous étudions : les PEP ont des flottes de véhicules à mobilité réduite (TPMR) ou pas qui ne sont pas utilisées durant les périodes où les établissements sont fermés. On pourrait les proposer en auto-partage. Par exemple, si durant 15 jours, une famille veut utiliser un véhicule aménagé pour pouvoir emmener son enfant qui vit dans l'établissement en vacances, cela serait possible.

Dans la continuité du partenariat qui avait été établi avec PEUGEOT Automobile, le Groupe PSA a souhaité étendre son partenariat aux marques Citroën, DS et FREE 2 MOVE et réfléchir ensemble aux solutions pouvant répondre au mieux aux besoins des PEP et de ses bénéficiaires.

Les PEP associées au groupe PSA affichent leur culture de l'innovation sociale et expérimentent de nouvelles solutions pour rendre concrètement plus inclusive notre société.



APOGÉES : UN RÉSEAU NATIONAL ASSOCIATIF DE MUTUALISATION AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



APOGÉES est l'un des partenaires des PEP.

Ce réseau associatif a été créé après une réflexion collective sur l'urgence de mettre en œuvre des solutions mutualisées pour les secteurs du médico-social, sanitaire, enfance, petite enfance, enseignement et tourisme social. Le but est d'aider les groupes qui sont intéressés, à mutualiser, à partager, les achats qu'ils réalisent. Le réseau négocie pour eux les prix et les aide à tirer le meilleur profit possible. Ses actions simples contribuent à davantage de cohérence et d'efficacité dans les pratiques au sein des institutions. Les établissements dégagent

ainsi, non seulement des marges de manœuvre financières mais aussi un temps précieux pour améliorer les conditions d'accueil et de vie des personnes qui viennent à eux. APOGÉES est composé de 40 salariés et de 50 bénévoles. Ces derniers forment le conseil d'administration. Ce sont eux les véritables garants du système mis en place.

Par ses actions, APOGÉES s'engage à améliorer la vie des associations et des personnes qu'elles aident. Le but étant de participer à une société plus inclusive. C'est dans cet esprit qu'il prodigue également des conseils adaptés aux objectifs des différentes associations. Ses intervenants proposent un regard neutre et aiguisé à ceux qui en ont besoin. Cela fait maintenant trois ans qu'APOGÉES collabore avec la fédération des PEP. Il a participé à deux Rencontres PEP.

“

Le but est d'aider les groupes qui sont intéressés, à mutualiser, à partager, les achats qu'ils réalisent. Le réseau négocie pour eux les prix et les aide à tirer le meilleur profit possible. Ses actions simples contribuent à davantage de cohérence et d'efficacité dans les pratiques au sein des institutions. ”



PETITE ENFANCE : DES PROGRÈS MAIS LES MARGES SONT ÉNORMES



Laurent Ortalda
Responsable du pôle
petite enfance de la
Caisse nationale des
allocations familiales
(CNAF)



Responsable du pôle petite enfance de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), Laurent Ortalda est spécialiste des politiques d'accueil du jeune enfant, il est docteur en sociologie et démographie de la famille et souligne que la progression de la société inclusive ne peut faire oublier qu'il reste encore beaucoup à faire.

Solidaires : Le budget de la CNAF pour la petite enfance est de 16 milliards d'euros pour un budget global de 83 milliards d'euros. Comment cela se traduit-il dans les faits ?

L.O. : Il y a deux possibilités. La première est de financer directement les familles en leur versant des prestations, notamment le complément libre de choix du mode de garde qui permet de recourir à une assistante maternelle, une garde à domicile ou une micro-crèche à moindre coût. Ce complément représente environ 5,5 milliards d'euros de budget. L'autre possibilité est de financer directement les structures : nous versons la prestation de service unique qui permet de faire en sorte, là aussi, que les familles payent moins cher. Donc, on a soit une politique de solvabilisation, soit une politique de structuration. Les liens que nous avons avec les PEP s'opèrent justement sur cette structuration, nous leur versons une aide au fonctionnement pour faire fonctionner la crèche, et en échange, les PEP doivent pratiquer un barème qui est proportionnel aux ressources des familles.

Solidaires : Quels sont vos partenaires ?

L.O. : Les collectivités territoriales, les communes sont le premier gestionnaire avec 60% des modes d'accueil et sont, par conséquent, l'un de nos principaux partenaires. Il y a également le secteur associatif (la CEF, les PEP), qui représente une trentaine de pourcents et 10% des crèches sont gérées par des entreprises du secteur marchand.

Solidaires : À la CNAF, voyez-vous une progression vers une société inclusive ?

L.O. : Je dirais que c'est un petit peu notre culture, celle de la diversité, de l'accueil de tous, de l'attention à tous. Nous souhaitons faire vivre cette notion inclusive par un meilleur accompagnement. Donc effectivement, il y a une progression. Mais cela demeure une progression et les marges de celle-ci sont encore énormes.

La CNAF met en place divers dispositifs afin de soutenir l'ensemble des modes d'accueil de l'enfant et parvenir à ce que la diversité portée par ces enfants puisse faire cohésion sociale. Le Rapport 2016 de l'Observatoire national de la petite enfance fait état d'une progression constante de l'offre d'accueil des enfants par les modes de garde formelle sur les dix dernières années (entre 2004 et 2014). Ainsi, en 2014, l'offre était de 56,1 places pour 100 enfants de moins de 3 ans. Le mode de garde des assistantes maternelles se situait en première place, devant les établissements d'accueil du jeune enfant et l'Éducation Nationale. Si la CNAF permet une meilleure accessibilité financière à tous les modes d'accueil, il convient de souligner que les besoins des familles ne constituent pas un bloc uniforme. Par exemple, ceux des familles monoparentales sont plutôt dirigés vers les modes d'accueil collectifs tandis que certaines familles ne manifestent pas le besoin d'un mode de garde à temps plein. Il est donc nécessaire de s'adapter aux spécificités. Idem pour les disparités entre territoires : seulement 10% des besoins sont couverts en Guyane, par exemple, contre 85% en Haute-Loire. Ce travail s'opère notamment via le Fonds Public et Territoires qui a aussi pour but de soutenir les initiatives visant les familles afin qu'elles puissent se diriger ensuite vers les crèches.



STYLISTE MÉDICALE, LE BIEN-ÊTRE ET L'INCLUSION

Anne Cécile Ratsimbason est styliste médicale. Son rôle consiste à habiller les patients ou les personnes en situations de handicap en prêt à porter ou sur mesures. Passionnée, elle nous explique qu'elle ne fait pas qu'innover. Elle invente son métier tous les jours.

« Porter de jolies choses, tout le monde en a besoin », remarque Anne Cécile. « Et quand on est sous perfusion ou en fauteuil, ce besoin est multiplié par 1000 parce qu'on a besoin de confort, ajoute-t-elle. En fait, être bien habillé, c'est hyper essentiel quand on est fragile ».

“ Porter de jolies choses, tout le monde en a besoin... Et quand on est sous perfusion ou en fauteuil, ce besoin est multiplié par 1000 parce qu'on a besoin de confort. ”

Cette Niçoise de 31 ans a porté un corset orthopédique pendant près de 10 ans. Et elle est diplômée de l'école nationale supérieure d'art de Nice ainsi que de l'école supérieure des arts et techniques de la mode (ESMOD) de Berlin. Aussi, un jour, son médecin lui a-t-il donné l'idée géniale de mettre sa double expérience au service des autres.

Car elle sait mieux que quiconque, par exemple, que lorsqu'on porte un corset, on ne veut pas que ça se voit... Cet objet inconfortable rappelle une maladie dont on n'a pas forcément envie de parler avec tout le monde. Par ailleurs, il est disgracieux et il descend sur les reins. Il est bien difficile de le dissimuler. « Il faut trouver des astuces », note Anne Cécile en souriant.

Certaines femmes rencontrent des difficultés qui les touchent au plus profond de leur être. C'est le cas de celles qui portent des prothèses mammaires suite à un cancer. « La poitrine est l'élément le plus féminin et donc on se sent amoindri », souligne-t-elle. Donc, il y a un impact sur le corps mais aussi sur le mental. « Une prothèse, c'est compliqué à porter, dit Anne Cécile. Donc, elle ne met pas de fermeture dans le dos pour éviter les mouvements douloureux. Les goûts et les couleurs... Chacun sait que c'est très personnel mais les personnes en situation de fragilité rencontrent des problèmes qui leurs sont propres : « En fait, dans ces cas là, ce qu'on achète, ou bien, c'est trop joli. C'est-à-dire que la personne a choisi un vêtement très joli et qui ne va pas

[donc, la prothèse glisse, sort etc...] ou bien, c'est super moche ». Et donc, Anne Cécile s'adapte : « C'est un métier que j'ai inventé, je suis un laboratoire. Je ne dis pas que j'ai inventé les vêtements adaptés mais j'ai inventé les vêtements adaptés à toutes les pathologies », confie-t-elle. Les ados sont difficiles à satisfaire car, à cet âge, on est sensible à son apparence. Mais Anne-Cécile trouve que les tranches d'âge les plus intéressantes sont « les bébés et les seniors parce qu'il faut une troisième main ». Et donc, il faut être ingénieux pour les habiller. Les parents jouent un rôle très important. « Ils viennent me voir et me disent : Je veux le voir habillé comme un enfant, j'en ai ras le bol de le voir habillé comme un sac. Et c'est super motivant », raconte-t-elle. Le plus dur toutefois, est quand on est confronté à plus de contraintes technique parce qu'il y a plus de pathologies.

Mais Anne Cécile a un autre challenge auquel elle tient particulièrement : aider à la réinsertion de la personne en lui donnant confiance en elle car c'est un moyen magnifique d'aider la personne à se sortir de ses difficultés.



HANDICAP INTERNATIONAL PARTENAIRE DES PEP

Xavier Du Crest de Villeneuve a répondu présent aux journées PEP. Le directeur pour la France d'Handicap International estime que combat pour des sociétés inclusives va bien au-delà de la France même si notre pays doit prendre le leadership sur cette question.

Solidaires : Pourquoi avez-vous participé aux journées PEP ?

X.D.C.V. : C'est un honneur pour moi d'y prendre part. Nous avons un partenariat avec les PEP qui ne date pas d'aujourd'hui. Nous sommes très engagés avec les PEP car nous sommes complémentaires. Je crois qu'il y a une bonne synergie entre nos expériences à l'international et la volonté des PEP de trouver des solutions toujours plus innovantes pour construire des sociétés plus inclusives.

Solidaires : Pourtant, à première vue, vous semblez très différent des PEP. On vous connaît davantage par vos actions sur des terrains escarpés alors que les PEP interviennent surtout sur le territoire national.

X.D.C.V. : Les PEP portent aussi une vision très large car je rappelle que cette année l'organisation a mis le focus sur l'Europe. Ensuite, vous dites que nous sommes différents. Non. Lorsque nous traitons avec des pays où vous avez encore des mines anti-personnelles, vous avez beaucoup de jeunes à qu'il manque une jambe, un bras... Non seulement, nous essayons de leur faciliter au mieux la vie mais nous participons à l'élaboration de modèles de sociétés inclusives. Et ce retour d'expérience permet aussi d'alimenter la boîte à outils en France afin d'apporter une contribution publique sur cette question.

Solidaires : Comment comptez-vous amplifier ce partenariat ?

X.D.C.V. : Nous avons mené ensemble beaucoup de réflexion sur le fonctionnement de la via associative en France. Sur le terrain, nous

collaborerons toujours avec les PEP car la connaissance des besoins en fonction des territoires est nécessaire. Et il s'avère que les PEP sont dotés d'un bon maillage territorial. C'est pourquoi, notre partenariat n'a rien d'inamovible car ce sont aux comités locaux de l'appliquer en fonction des besoins qui sont les leurs. Handicap International est toujours derrière les PEP.

Solidaires : Quelles sont vos perspectives pour l'année 2018 ?

X.D.C.V. : Handicap International est mobilisé dans une campagne intitulée « stop bombing ». D'ailleurs, je vous invite à inscrire sur votre main au feutre noir « stop bombing ». Puis vous diffusez le message sur tous les réseaux sociaux. Les civils sont encore régulièrement pris pour cible durant les bombardements. Il faut que cela cesse. Cette campagne de sensibilisation devrait durer quelques mois afin de provoquer une réaction parmi les pouvoirs publics. Et plus largement, nous poursuivons nos actions déjà menées en 2017 auprès de 2 millions de personnes dans 56 pays de la planète.

“ Lorsque nous traitons avec des pays où vous avez encore des mines anti-personnelles, vous avez beaucoup de jeunes à qu'il manque une jambe, un bras... ”



Xavier Du Crest de Villeneuve

Directeur France d'Handicap International

ILS ONT CONTRIBUÉ À LA RÉUSSITE DES RENCONTRES PEP 2017

“ Ils nous accompagnent... ”



“ Ils nous soutiennent... ”



19

Promeneurs du Net

Internet, territoire pour poursuivre l'action éducative

Depuis le 1^{er} octobre c'est parti à Tulle



CONSEILLER, ACCOMPAGNER LES JEUNES DE LA MEILLEURE FAÇON POSSIBLE

Son rôle : aider à créer un lien entre différentes cultures et aider les jeunes à mieux connaître celle du numérique. Philippe Armand, directeur du pôle Solidarité et Social des PEP 19, est : un promeneur du net.

Philippe Armand

Directeur du pôle Solidarité et Social des PEP 19

Solidaires : D'où est venue l'idée de mettre en place des promeneurs du net ?

P.A : L'idée est venue d'une constatation toute simple. Aujourd'hui, les jeunes sont, très tôt, mis en contact avec internet. Ils grandissent avec cet outil qui certes présente des avantages, mais qui a quand même des inconvénients. Ils le voient vraiment comme une source d'informations, ils s'en servent pour comprendre la vie, pour répondre à leurs questions plutôt que de se tourner vers des personnes physiques. Mais s'ils pensent tout connaître, ils peuvent parfois oublier la portée de ce qu'ils y postent, de leurs actions et il peut aussi leur être compliqué de savoir ce qui est à prendre ou à laisser sur le net. En faisant cette constatation, on s'est donc dit qu'il fallait trouver un moyen d'aider ces

jeunes à ne pas se mettre en danger et à ne pas croire tout ce qu'on peut voir sur le net. On a donc mis en place un système, qui existait déjà en Suède, pour les aider tout en les laissant totalement libres. On leur tend simplement la main, ils sont libres d'accepter ou non.

Solidaire : Le concept, c'est d'aller à la rencontre des jeunes sur internet pour répondre à leurs questions et jouer en quelque sorte, le rôle de grand-frère. Comment la rencontre se fait-elle concrètement ?

P.A : On a des locaux avec tout ce qu'il faut pour accéder à internet. Des professionnels de la jeunesse se connectent depuis nos ordinateurs, sur des pages Facebook où ils apparaissent à visage découvert et où toutes leurs informations sont publiques. Et les jeunes, par le billet de relations communes, vont pouvoir les contacter. Le but étant que les promeneurs du web puissent acquérir ce statut d'ami, de conseiller pour accompagner les jeunes qui le désirent de

la meilleure façon possible. Cela s'inscrit dans l'action sociale des CAF. On met ainsi tout en œuvre pour qu'à aucun moment, le jeune se sente délaissé et qu'il fasse le mauvais choix. C'est pourquoi, les promeneurs effectuent des permanences sur des horaires bien précises pour que le jeune puisse avoir des échanges réguliers avec lui. Ce sont des travailleurs sociaux 2.0.

Solidaires : Comment les promeneurs sont-ils encadrés ?

P.A : Déjà, ils ne peuvent pas contacter les jeunes en dehors de nos locaux. Ensuite, ils sont sélectionnés dans le cadre de notre réseau proche. Ils sont soumis à une charte de respect des valeurs de la République qu'ils ont signée dès le début de leur prise de fonction. Et enfin, ils sont surveillés pas le médiateur numérique de la région.



PAUL GERNIGON

Chargé de mission au sein du département de l'éducation et du développement artistiques et culturels au Ministère de la culture, Paul Gernigon est en charge, depuis le 1^{er} septembre 2017, de l'attribution l'Éducation Populaire, la Solidarité et les Gens du Voyage. Il souligne l'importance de l'accompagnement culturel. La FGPEP a signé une convention pluri-annuelle avec le Ministère de la culture en juillet 2017.

LES ACTEURS DE TERRAIN SONT UNE AIDE PRÉCIEUSE

Solidaires : En quoi la culture peut-elle permettre une société plus inclusive ?

P.G. : La culture s'adresse à tous sans distinction. Elle invite à la mixité, à l'inclusion. Elle est primordiale pour cela. Les missions du ministère de la culture sont la préservation du patrimoine, le soutien à la création et la démocratisation de la culture et l'élargissement au public, au plus grand nombre.

Solidaires : Comment le traduisez-vous concrètement ?

P.G. : Nous prenons des risques, nous testons différentes alternatives. Nous ne savons pas systématiquement ce qui sera efficace ou non. J'ai moi-même testé des activités. Le but étant de voir, concrètement, quel impact elles avaient. Il faut que les solutions soient adaptées aux différentes inégalités et c'est en cela que le travail est difficile. Le chantier est immense. D'un côté, il y a « nous » et nos intentions et en face,

les acteurs de terrain sont une aide précieuse.

Solidaires : Pour agir sur l'inclusion, il y a aussi la question de la carte scolaire pour favoriser la mixité sociale notamment. Cependant, avec le système actuel, l'enfant est affecté directement à l'école associée dont il dépend. Donc il n'y a aucun « choix ». Que proposez-vous ?

P.G. : Je me garderais bien de répondre à la place de mes collègues de l'Éducation nationale sur cette question mais je voudrais rebondir sur la question de la politique de la ville car j'ai travaillé là-dessus en région. Je crois que nous avons essayé de faire évoluer les environnements. Mais tout simplement, faute de connaissance [et malgré nos bonnes intentions], parfois, on se trompe... Par exemple, on a vu des sociétés démolir des bâtiments vétustes pour en reconstruire des plus neufs.

public, nous nous sommes trompés. Et nous l'avons vu pour la suite : en effet, après avoir parlé avec des écrivains, des experts, nous nous sommes rendus compte que pour eux, ce changement était ressenti comme un drame personnel, comme si l'on détruisait 20 ans de leur vie devant eux.

Solidaires : Une société inclusive c'est quoi ?

P.G. : Je ne suis pas sûr que le mot inclusif veuille dire quelque chose. Du moins ça n'a pas le même sens pour tout le monde. Pour certaines personnes, la société est inclusive, elles n'ont pas conscience des problèmes. Mais, quand je pense à l'inclusion, moi, cela me renvoie immédiatement aux missions du Ministère de la culture. Pour rappel, les trois grandes missions de ce ministère sont : la préservation du patrimoine, le soutien à la création et, dernièrement, la démocratisation de la culture, c'est à dire l'élargissement des publics. Il faut aussi se rappeler qu'à la création de ce ministère, André Malraux, premier à occuper ce poste, dit : « À propos de la mission de ce ministère, son rôle est de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité au plus grand nombre ». On voit donc bien que dès sa création, Malraux parle déjà d'inclusion. Je dis ça en prenant en compte que ce ministère fut créé en 1959, et que bien avant il y avait déjà bon nombre d'organisations qui travaillaient déjà sur ces questions là.

“

La culture s'adresse à tous sans distinction.
Elle invite à la mixité, à l'inclusion.
Elle est primordiale pour cela. ”

il y a des populations qui attendent la concrétisation de ces intentions. Mais entre ces deux acteurs, il y a tout un cheminement à faire. Il faut trouver le financement, la bonne façon de faire, les bons acteurs pour concrétiser tout ce travail. Et puis certaines fois, il faut aller chercher les publics. Pour cette étape,

Malheureusement, nous nous sommes rendus compte rapidement que, sans accompagnement culturel, cela était vécu comme un drame par les familles qui y habitaient. A la base, cela partait d'une belle intention car nous pensions que les gens seraient heureux d'être mieux logés, dans des logements plus décentes et propres. Or, par méconnaissance du



DANIEL PISSONDES

Détaché du ministère de la culture et de la communication dans le cadre de la convention cadre FGPEP et le Ministère de la culture, Daniel Pissondes est référent culturel dans les établissements des PEP 18. Il développe des activités culturelles et artistiques à destination des usagers du Cher et met en œuvre une convention culture-santé initiée par la DRAC et l'ARS.

LE RÉFÉRENT CULTUREL

Solidaires : En quoi consiste votre mission ?

D.P. : C'est assez simple à expliquer. Dans certains établissements, certaines activités sont déjà en place. L'idée est donc d'aider à réaliser ces activités, à les alimenter mais aussi de nouer des partenariats avec des structures de proximité que ce soit des institutionnels ou des associatifs pour que les projets soient un peu plus importants. Je dois également trouver des subventions.

Solidaires : Vous intervenez sur tout le territoire ?

D.P. : Oui, sur tout le territoire du Cher. Au départ, l'ARS, avait souhaité qu'il y ait un référent culturel dans chaque établissement médico-social de la région Centre. Et puis, plutôt que de nommer quelqu'un qui était déjà en place et qui pourrait donner de son temps pour faire ce travail, les PEP 18 ont souhaité recruter quelqu'un pour faire ce travail sur tous les établissements. Quelqu'un qui ne ferait que ça.

Solidaires : Est-ce que les activités culturelles ont des facultés thérapeutiques ?

D.P. : Oui mais ce n'est pas le but recherché ici. Pour cela, il existe un système d'Art-thérapie qui est déjà mis en place et dont le but est d'arriver à une guérison. Mais cette activité est accompagnée par un médecin qui a diagnostiqué une maladie. Ici, l'idée c'est de permettre à chacun d'avoir accès à la culture. Chacun y a droit. Pas dans un but de guérison mais dans une perspective de bien être, avec l'idée de s'ouvrir à la culture, de participer comme n'importe qui.

Solidaires : En fait, c'est le projet de société inclusive des PEP.

D.P. : Tout à fait et ça demande du temps pour chercher des appels à projet, pour rencontrer les différentes structures, de monter des possibles partenariats. C'est un travail assez conséquent. Le montage des projets est assez fastidieux.



L'idée c'est de permettre à chacun d'avoir accès à la culture. Pas dans un but de guérison mais dans une perspective de bien être.

Solidaires : Vous travaillez sur quoi en ce moment ?

D.P. : J'ai d'abord fait un état des lieux pour habilitier les établissements. Le premier appel à projets auquel j'ai participé c'est une activité théâtrale avec les ZAC de Voques et de Vierzon qui avaient déjà mis en place une activité... En fait, tous les deux ans, ils restituent une pièce de théâtre. Et ils ont fait appel à moi pour trouver un artiste, pour avoir, des fonds et étoffer les autres projets.

On a trouvé un artiste extérieur, professionnel qui vient chaque semaine pour donner les cours de théâtre. Et puis on a fait venir un autre artiste, un graffeur parce que le thème de la pièce, c'est le terrain vague.

Il va faire une œuvre artistique sur le mur d'un centre culturel contemporain qui va être filmé et projeté ensuite sur scène. De ce fait, les participants ont une activité de théâtre, de musique et une activité avec un graffeur. Ils cherchent les décors et les costumes, ils participent à tous les ateliers. Et la restitution qui se faisait dans un théâtre va se produire dans 3 théâtres : à Vierzon où se tiennent les répétitions, à Bourges où se trouve la scène d'art contemporain et à Saint Amand, dans un autre théâtre. Donc, ceci fait un maillage du territoire et une visibilité un peu plus conséquents. Et j'ai proposé une sortie à Paris, pour se rendre au théâtre du Palais de Chaillot pour qu'on voit une pièce (qui soit dans leur compréhension, qu'ils

puissent suivre] et le lendemain, on irait à la Cité des Sciences et de l'industrie où on peut aussi trouver des activités adaptées à des personnes en situation de handicap mental. Cela nécessite beaucoup plus de financement qu'ils n'en avaient au départ. Donc j'ai répondu à l'appel à projet de la DRAC ARS et j'ai demandé des subventions à la région et à des mécènes privés. Le projet est en route et on attend les subventions pour pouvoir le mener jusqu'au bout. Et si on a moins de subventions, le projet sera réduit. En 2018, avec un IME et une maison de retraite, j'ai un projet de travail photographique sur le patrimoine du Cher. Là, c'est un partenariat avec la médiathèque d'architecture et du patrimoine qui dépend du ministère de la culture et peut-être les monuments nationaux. C'est un projet sur deux ans avec une exposition itinérante.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne pour un an à Solidaires.

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

.....

Je joins un chèque de 10 € à l'ordre de la Fédération générale des PEP.

À retourner à la Fédération générale des PEP,
5-7, rue Georges-Enesco,
94026 Créteil Cedex.

